

Cote du document:	EB 2008/94/R.31
Point de l'ordre du jour:	15
Date:	13 août 2008
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport sur les deuxième et troisième sessions de la Consultation sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA

Conseil d'administration — Quatre-vingt-quatorzième session
Rome, 10-11 septembre 2008

Pour: **Information**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Timothy W. Page

Chef du Secrétariat de la reconstitution
téléphone: +39 06 5459 2064
courriel: t.page@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Rapport sur les deuxième et troisième sessions de la Consultation sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA

1. Le présent document est un rapport concernant les deuxième et troisième sessions de la Consultation sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA. La deuxième session s'est déroulée à Rome les 22 et 23 avril 2008, juste avant la quatre-vingt-treizième session du Conseil d'administration; la troisième session s'est tenue les 8 et 9 juillet 2008, à Rome également.
2. La deuxième session de la Consultation a débuté par un exposé de M. Joachim von Braun – Directeur général de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) – portant sur la pauvreté, le changement climatique, la hausse des prix des produits alimentaires et les petits exploitants. La participation de M. von Braun à la Consultation du FIDA est un exemple des synergies créées par le partenariat FIDA-IFPRI s'agissant d'innovation en matière de politiques et de communication. M. von Braun a fait état des forces existantes et nouvelles qui engendrent la flambée actuelle des prix des produits alimentaires, à savoir la croissance des revenus, les biocarburants, les chocs climatiques et l'insuffisance de l'offre. Il a réaffirmé que le FIDA avait un rôle important à jouer dans le cadre des efforts déployés par la communauté internationale afin de relever ces défis. En particulier, selon les estimations de l'IFPRI, un investissement additionnel de 25 à 30 milliards d'USD par an en faveur de la production agricole sera nécessaire au cours des dix prochaines années pour atteindre le premier Objectif du Millénaire pour le développement (OMD 1). Nombreux sont les membres qui se sont félicités de ce débat opportun et pertinent et qui ont encouragé le FIDA à prendre une part active à une intervention concertée de la communauté internationale pour faire face à cette situation, conformément au mandat énoncé dans le Cadre stratégique du Fonds pour 2007-2010.
3. La Consultation a examiné le document "Des résultats pour répondre au défi: FIDA 2010-2012" (REPL.VIII/2/R.2), lequel a étayé les débats sur les questions pertinentes et sur les ressources requises pour la période couverte par la huitième reconstitution. Afin de faciliter les échanges, des exposés ont été présentés, concernant le rôle du FIDA face au triple fléau de la pauvreté rurale persistante, du changement climatique et de la hausse des prix des produits alimentaires, les priorités du programme du FIDA pour 2010-2012, et les besoins en matière de financement. On s'accorde généralement à reconnaître que, si l'on veut atteindre l'OMD consistant à réduire de moitié la pauvreté ainsi que les autres objectifs, il est nécessaire d'accroître considérablement le volume des investissements en faveur de l'agriculture et du développement rural. Compte tenu des réformes engagées par le FIDA au cours des dernières années et du renforcement de ses processus concernant la présence dans les pays et l'élaboration des projets, le FIDA est en mesure d'exécuter un programme de travail de 3,0 milliards d'USD entre 2010 et 2012. Sous réserve d'une utilisation prudente de ses ressources internes, la mise en œuvre de ce programme de travail nécessiterait une reconstitution d'un niveau de 1,2 milliard d'USD.
4. D'une façon générale, les membres ont accueilli favorablement le document, tout en demandant des précisions supplémentaires sur un certain nombre de

points, comme l'appropriation par les pays, la gestion des ressources humaines et les questions financières.

5. L'annonce par le Royaume d'Arabie saoudite d'une contribution de 50 millions d'USD au titre de la huitième reconstitution des ressources du FIDA a été saluée par les membres de la Consultation. Cette contribution est cinq fois plus élevée que celle versée au titre de la dernière reconstitution. La République populaire du Bangladesh a annoncé une contribution de 600 000 USD, preuve de la valeur que les États membres emprunteurs attachent à leur partenariat avec le FIDA.
6. Sur la base des débats suscités par le document "Des résultats pour répondre au défi: FIDA 2010-2012" et de la liste de questions fournie, la Consultation a arrêté un calendrier de travail pour ses sessions de juillet, octobre et décembre.
7. Lors de la troisième session de la Consultation, les membres ont exprimé leur sincère gratitude au Gouvernement italien pour avoir, par le nouveau siège du FIDA, manifesté une fois de plus son généreux et inlassable appui à l'Organisation.
8. La Consultation a remercié le Gouvernement japonais de la solide impulsion qu'il a donnée au Groupe des Huit et a vivement apprécié l'engagement pris par le G-8 d'inverser "la diminution générale de l'aide et des investissements dans le secteur agricole... l'accent étant mis plus particulièrement sur les petites exploitations agricoles et la croissance rurale solidaire". La Consultation a spécialement relevé l'encouragement apporté par les dirigeants du G-8 aux "efforts déployés par les institutions financières internationales, y compris les banques de développement et le Fonds international de développement agricole (FIDA)".
9. La session de la Consultation a débuté par un exposé des mesures à court terme prises sur le vif par le FIDA pour faire face à la hausse des prix des produits alimentaires en reprogrammant jusqu'à 200 millions d'USD alloués aux programmes existants de prêts, comme décrit dans le document élaboré par le Fonds à ce sujet (REPL.VIII/3/R.4). La Consultation a pris note de ce que, conformément à son mandat, le FIDA participe activement à l'intervention coordonnée et globale mise sur pied à l'échelle internationale pour faire face à la crise alimentaire, par exemple dans le contexte de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire créée par le Secrétaire général de l'ONU. D'une manière générale, ce document a été bien accueilli par les membres de la Consultation. Ces derniers ont reconnu qu'étant donné les circonstances, le FIDA était appelé à jouer un rôle important pour améliorer la productivité et accroître la production des petits agriculteurs, ce qui aurait pour effet de promouvoir la sécurité alimentaire, de réduire la pauvreté rurale, d'aider à mettre fin à la réapparition constante de crises alimentaires et d'atténuer leur impact sur les pauvres. Les délégués ont demandé un complément d'information au sujet des approches et modalités mises au point par le FIDA pour relever ce défi à long terme.
10. Les membres de la Consultation ont ensuite pris part à une présentation fondée sur le document "Priorités du programme pour la période couverte par la huitième reconstitution (REPL.VIII/3/R.7) sur la base d'un volume d'opérations sous forme de prêts et de dons de 3,3 milliards d'USD", qui complétait le document REPL.VIII/2/R.2, soumis à la Consultation à sa session d'avril. Cette présentation, qui avait pour toile de fond l'évolution rapide de la conjoncture mondiale, portait sur les caractéristiques des futurs prêts et dons du FIDA, sur les changements apportés aux priorités opérationnelles du Fonds, sur l'impact sur le nombre et l'envergure des projets et sur la capacité du FIDA d'élargir ses

opérations tout en améliorant constamment la qualité des résultats obtenus. Vu la nécessité d'institutionnaliser les réformes, les membres ont demandé un complément d'information sur la façon dont le FIDA envisageait d'atteindre le taux considérable d'accroissement proposé dans son programme de travail.

11. En outre, les membres de la Consultation ont accueilli favorablement deux rapports présentés oralement: *Nouveau modèle opérationnel du FIDA et Réforme des ressources humaines: une stratégie du FIDA pour la gestion des personnes*.
12. Le Plan d'action du FIDA pour améliorer son efficacité en matière de développement – élaboré à la suite des recommandations issues de l'Évaluation externe indépendante – a débouché sur un nouveau modèle opérationnel reposant sur des outils et processus organisationnels tendant à améliorer les résultats obtenus par le FIDA au niveau des pays. Les délégations du Canada, de la Norvège et des Pays-Bas ont fait connaître les résultats préliminaires de leur évaluation indépendante des progrès accomplis par le FIDA sur la voie de la mise en œuvre du Plan d'action. Les membres ont accueilli favorablement les conclusions de l'évaluation, dont il ressort que le nouveau modèle opérationnel et le processus d'engagement au niveau des pays sont les domaines dans lesquels l'application du Plan d'action est la plus avancée et a donné les meilleurs résultats. Tout en prenant acte des progrès accomplis, les membres ont instamment engagé le FIDA à consolider les réformes entreprises et à continuer de centrer son attention sur les domaines qui doivent retenir davantage l'attention, en particulier les ressources humaines.
13. À ce propos, les membres ont mis l'accent sur le fait que le thème du rapport *Réforme des ressources humaines: une stratégie du FIDA pour la gestion des personnes* constituait un élément important du programme de réforme du FIDA. Ils ont pris note des résultats obtenus jusqu'à présent et ont encouragé le Fonds à faire preuve de hardiesse et à agir rapidement. Relevant l'importance de la diversité, tant du point de vue de la représentation des hommes et des femmes que sur le plan géographique, plusieurs délégués ont souligné qu'il importait de surveiller ces aspects du personnel du FIDA.
14. Le document intitulé "Résultats obtenus au titre de FIDA VII et indications relatives à la mesure des résultats dans le cadre de FIDA VIII" (REPL.VIII/3/R.2) décrivait le système de mesure des résultats du FIDA, examinait les résultats obtenus à quatre niveaux spécifiques au titre de FIDA VII et exposait l'approche envisagée pour renforcer le système de mesure des résultats en 2010-2012. L'approche générale proposée, y compris le cadre de mesure des résultats à quatre niveaux, a été unanimement appuyée. Le Cadre de mesure des résultats sera revu à la lumière des observations reçues puis présenté – avec des projets d'indicateurs et, lorsqu'il y a lieu, des projets d'objectifs – dans le rapport de la Consultation. La version finale du Cadre de mesure des résultats, reflétant les nouveaux résultats obtenus ou l'expérience qui aura été acquise alors, sera soumise à l'approbation du Conseil d'administration en septembre 2009, avant le début de la période de la huitième reconstitution. Les membres ont souligné la nécessité de mettre au point des indicateurs simples, mesurables et globaux qui soient utiles pour la direction du FIDA mais auxquels les parties prenantes puissent avoir accès de l'extérieur afin de mieux comprendre l'impact des activités du FIDA aux niveaux mondial et national et au niveau de l'organisation. Les membres ont approuvé la proposition invitant à rendre compte du système de mesure des résultats du FIDA dans le Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement.
15. La Consultation a examiné le document intitulé "Approche du FIDA en matière de durabilité" (REPL.VIII/3/R.3), qui passait en revue la performance du FIDA

en ce qui concerne la durabilité de ses projets et exposait les mesures spécifiques prises par le Fonds pour améliorer cette durabilité. D'une manière générale, les membres de la Consultation ont approuvé l'approche du Fonds, tout en relevant que l'objectif fixé dans le Plan d'action en matière de durabilité était extrêmement ambitieux.

16. Étant donné l'importance que revêt l'appropriation par les pays si l'on veut que les efforts de développement aient des résultats durables, les membres de la Consultation ont demandé au FIDA d'élaborer un document distinct concernant son approche en ce domaine. Ce document sera soumis à la Consultation à sa session d'octobre.
17. La Consultation a examiné le programme de travail et les ressources requises pour la période couverte par la huitième reconstitution (REPL.VIII/3/R.5). Les membres ont posé un certain nombre de questions concernant la structure financière du FIDA, y compris le pouvoir d'engagement anticipé (PEA). Ils ont demandé qu'une réunion concernant les aspects financiers soit organisée. Cette réunion aura lieu avant la session d'octobre.
18. La Consultation a passé en revue le canevas provisoire du rapport de la Consultation (REPL.VIII/3/R.6) et les membres ont formulé un certain nombre d'observations, lesquelles seront prises en compte dans le projet de rapport de la Consultation qui lui sera présenté à sa session d'octobre.
19. La quatrième session de la Consultation aura lieu à Rome les 21 et 22 octobre 2008.

